

G20 agricole : le sort de près de 78 millions de personnes sur le point d'être scellé

Si les bonnes décisions sont prises, une crise alimentaire comme celle de 2008 pourra être empêchée

Communiqué de presse
21 juin 2011

Paris, France — Peuples Solidaires et ActionAid, organisations de solidarité internationale, appellent les ministres de l'agriculture du G20 à prendre des mesures urgentes cette semaine pour réduire la volatilité des prix de la nourriture. Tout indique qu'une mauvaise récolte suffirait à provoquer une nouvelle crise alimentaire.

La Banque mondiale considère que 44 millions de personnes ont basculé dans la pauvreté en raison de l'augmentation des prix alimentaires au cours des 18 derniers mois, et que 34 millions de personnes pourraient connaître le même sort si les prix continuent de monter.

C'est le moment ou jamais pour le G20 de prendre les décisions qui permettront de lutter contre la faim dans le monde. ActionAid a élaboré une liste de six exigences qui permettront de mesurer le succès du G20 agricole d'ici la fin de la semaine – ce que le ministre français de l'agriculture Bruno Le Maire a décrit comme un « plan d'action ambitieux ».

- o Mettre l'accent sur le soutien à l'agriculture paysanne et familiale, en particulier les femmes, notamment en mettant en œuvre l'engagement pris en 2009 d'y consacrer 22 milliards de dollars, dont seulement un quart a été déboursé à ce jour.
- o Cesser d'utiliser de la nourriture pour produire du carburant, en éliminant les soutiens publics aux agrocarburants (objectifs de consommation et subventions à la production), comme recommandé dans le rapport demandé pour le G20 agricole par le G20 à la FAO, la Banque mondiale et 9 autres organisations internationales.

- o Approuver la proposition du Programme alimentaire mondial d'un système coordonné de réserves alimentaires régionales - et ne pas se borner à demander une « étude de faisabilité » pour déterminer si un projet pilote serait souhaitable.
- o Prendre des mesures afin d'empêcher les entreprises ayant leur siège dans les pays du G20 de s'accaparer des terres dans des pays tiers alors que les paysans pourraient les utiliser faire pousser leur nourriture.
- o Le G20 n'a pas vocation à résoudre la crise alimentaire mondiale, mais il doit réparer les dommages qu'il a lui-même provoqués. Il a accepté la volatilité des prix et en reconnaît maintenant les conséquences négatives. Les pays du G20 doivent donc mettre en place des règles afin de contrôler cette volatilité.
- o Reconnaître la nécessité des interventions de l'Etat pour garantir le droit à l'alimentation et mettre un terme au dysfonctionnement des marchés. Ces fonctions essentielles ne peuvent être laissées aux sautes d'humeur des marchés et aux mains du secteur privé.

Pour plus de détails, se référer au rapport que vient de publier ActionAid, "A second global food crisis?," , qui analyse les statistiques les plus récentes relatives à la production et aux prix de la nourriture, ainsi qu'à la faim dans le monde. Un second rapport, "Food for Thought", (<http://act.ai/G20Food>), présente les positions de Peuples Solidaires et ActionAid sur les différentes questions discutées par les Ministres de l'Agriculture.

Pour des interviews, contacter:

(A Paris) Samantha Bolton : + 336 23 94 49 12 or +44 (0) 7972428633 ou samanthabolton@gmail.com

(A Paris) Julie Nouvion: 07 86 12 61 82 ou j.nouvion@peuples-solidaires.org